



NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE C'EST AUX RICHES DE PAYER LEUR CRISE

Depuis plus de 30 ans, c'est au nom de l'emploi que les gouvernements successifs justifient l'ensemble des réformes régressives pour le monde du travail. La crise sanitaire que nous venons de traverser a mis en exergue les résultats néfastes de ces choix politiques dans sa capacité de répondre aux besoins de la population quand les grosses fortunes voient leurs richesses accroître de près de 20%.

Il est urgent de mettre fin aux 4000 dispositifs de détournement des richesses créées et de nos impôts, vers les actionnaires, qui représentent environ 240 milliards d'€, soit l'équivalent de 8 millions d'emplois à 2500 € par mois qui sont détournés chaque année.

• EMPLOI, SERVICES PUBLICS ET INDUSTRIE

En 30 ans, ce sont plus de 1,75 millions d'emplois qui ont été supprimés. Activités industrielles stoppées ou délocalisées pour fabriquer dans des conditions inhumaines et gravement polluantes.

Ainsi, de nos jours 60% de nos produits consommés sont importés. Cette manne financière échappe au financement de nos Services Publics, acteurs indispensables au développement équitable d'un pays.

Ce sont pourtant avec ces mêmes politiques qu'une nouvelle fois le gouvernement compte répondre à cette nouvelle crise :

- Plan de relance de centaines de Milliards d'€ empruntées sur les marchés financiers nouveaux cadeaux au grand patronat fossoyeurs d'emplois.
- Le Ségur de la santé montre la volonté, d'accélérer le démantèlement de notre système de santé publique et de notre Sécurité Sociale.
- Dans notre département ce sont plusieurs dizaines de milliers d'emplois qui sont menacés par les fermetures ou de restructurations ; Air France, la SAD, la Centrale de Gardanne, Altéo, ArcelorMittal, Commerce, La Poste, Hôpitaux, Finances publics, TPE et PME.

L'ensemble des richesses créées sont le fruit du travail et doivent retourner aux travailleurs et leur famille

• EMPLOIS SALAIRES

230 milliards d'argent public offert au grand patronat

=

8 millions d'emplois à 2500€ par mois

Pour la 12^{ème} année consécutive le gouvernement a décidé de ne pas réévaluer le SMIC, le traitement des fonctionnaires, ni de revaloriser les retraites et les pensions. Pourtant les moyens existent, plus de 230 Milliards d'€ d'argent public sont chaque année distribuée au grand patronat qui licencie et redistribue aux actionnaires.

Les travailleurs en première ligne pendant l'épidémie (santé, commerce, propreté...) et qui ont risqué leurs vies pour répondre aux besoins de la population, devront se contenter de quelques miettes en primes exceptionnelles.

En 2018, les entreprises du CAC40 ont consacré 70% de leurs bénéfices aux actionnaires, 5% pour les salaires. Ces 10 dernières années, les salaires réels ont augmentés de 0,48%, les dividendes du CAC 40 de 15%.

Augmenter les salaires c'est aussi augmenter les cotisations sociales pour retrouver une protection sociale de haut niveau qui garantit à tous le droit à la santé, à la maternité, l'éducation des jeunes enfants, au logement et le droit de vivre sa vieillesse dignement.

• EMPLOI CONDITION DE TRAVAIL

Plusieurs lois successives facilitent toujours plus les licenciements et rognent toujours plus les droits et acquis des travailleurs, dégradent à chaque fois un peu plus les conditions de travail ; entre les sous-effectifs, le travail de nuit et le dimanche. Après l'attaque contre le code du travail ; les accords de compétitivité, les ordonnances Macron dans le cadre de la crise sanitaire ainsi que les mesures de relance, font payer aux travailleurs la crise par la suppression de congés et RTT, rallongement des temps de travail.

Dans le but d'augmenter toujours les profits des actionnaires le patronat transforme les modes de productions et de ventes en introduisant de plus en plus de nouvelles technologies et intensifient le contenu du travail. La crise sanitaire et la période de confinement ont été une nouvelle aubaine, un test en grandeur nature du télétravail, entraînant la casse des collectifs de travail, dérèglant complètement les temps de travail le tout permettant de réduire les frais immobiliers voir l'externalisation, uberiser, faire appel à l'auto-entrepreneuriat et délocalisations. (Exemples ; plateformes téléphoniques, services après-vente)

La réduction du temps de travail à 32h = la garantie d'un emploi de qualité + 4,5 millions d'emplois possibles

• EMPLOI, ASSURANCE CHOMAGE

Depuis 30 ans, on assiste progressivement à l'effondrement du principe initial de l'assurance-chômage, qui depuis la réforme de 2019 n'a plus rien d'assuranciel et écarte une grande partie des privés d'emplois et précaires des indemnités.

Alors que le grand patronat poursuit et intensifie toujours ses licenciements boursiers, aidé en cela par les choix politiques, ce sont les privés d'emplois qui sont systématiquement stigmatisés renvoyant à une responsabilité individuelle de la situation.

Les réformes de l'assurance chômage deviennent de plus en plus répressives et restrictives.

En 2 ans, le nombre de chômeurs a augmenté de 2,5 fois, et risque d'atteindre plus de 15% en cette fin d'année, dans son nouveau projet, le gouvernement compte encore réduire le budget et instaurer des limitations d'accès. Pourtant les moyens existent, que ce soit en mettant sous conditions les aides publiques et/ou taxer la distribution de dividendes de ceux qui licencient.

Le gouvernement au service du patronat, s'attaque à l'indemnisation du pour maintenir un chantage à l'emploi, et gagner la baisse des conditions de travail et salaires.

La CGT appelle les travailleurs, les privés d'emploi, les retraités, et la jeunesse

à se mobiliser et à participer massivement à la marche pour l'emploi et la dignité, de Marseille à Paris.

4 étapes dans le département :

Jeudi 10 septembre : AIX – GARDANNE

Mardi 15 Septembre : VITROLLES – MARIGNANE

Mardi 22 septembre : GOLFE DE FOS

**Mardi 29 septembre : Départ de Marseille pour Paris
avec une arrivée à PARIS le 17 octobre 2020.**